

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale (N.), le 26 novembre 1980, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement", a donné le 28 novembre 1980 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e november 1980 door de Minister van Nationale Opvoeding (N.) verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving", heeft de 28e november 1980 het volgende advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes :

La loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement a fixé les conditions auxquelles sont subordonnées les subventions au profit des établissements d'enseignement autres que les institutions universitaires, organisés par les provinces, les communes, les associations de communes et les personnes privées.

C'est à la loi et non au décret qu'il appartient de modifier ces conditions puisque l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution exclut de la compétence des Conseils de Communauté les questions relatives à la paix scolaire. Or, la loi du 29 mai 1959, que le projet tend à modifier, est, en quelque sorte, la charte de la paix scolaire pour tout l'enseignement, à l'exception de l'enseignement universitaire.

+

PREAMBULE.

Les deux premiers alinéas doivent évidemment être supprimés.

L'avis du Conseil d'Etat ne doit pas être visé puisque cet avis sera imprimé en annexe au projet.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.Article 1er.1. Objet de l'article.

L'article 1er de l'avant-projet modifie l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 : l'article 3 actuel (inchangé) devient le paragraphe 1er du nouvel article 3 et trois nouveaux paragraphes y sont ajoutés.

2. Observation générale.

Cet article appelle une première observation d'ordre général.

Le paragraphe 1er impose à l'Etat :

- 1° de créer des établissements ou sections d'établissement d'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial là où le besoin s'en fait sentir;
- 2° d'accorder des subventions aux établissements et sections d'établissements répondant aux normes légales et organisés par les provinces, les communes, les associations de communes, par d'autres personnes publiques et des personnes privées.

Mais le nouveau paragraphe 3 à ajouter à l'article 3 interdit à l'Etat de créer, de subventionner ou de reconnaître de nouveaux établissements donnant un enseignement secondaire de type II selon les modalités prévues par

les lois qui régissent les enseignements moyen, technique ou artistique, de créer ou de subventionner de nouvelles sections ou années d'études organisées selon ces lois (à partir de l'année scolaire 1981-1982 pour le cycle secondaire inférieur et de l'année scolaire 1983-1984 pour le cycle secondaire supérieur).

Il y a donc contradiction entre le paragraphe 1er et le paragraphe 3. Cette contradiction vient de ce que l'ancien texte de l'article 3 se référait aux lois organiques de l'enseignement en vigueur au moment où la loi du 29 mai 1959 a été votée, et notamment aux lois coordonnées du 30 avril 1957 sur les enseignements moyen, normal, technique et artistique, alors que le nouveau paragraphe 3 se réfère à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Il faudrait donc modifier le texte du paragraphe 1er, de façon à le mettre en concordance avec la loi du 19 juillet 1971 et aussi avec la nouvelle loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur. L'ancien texte visait en effet les enseignements technique et artistique du niveau supérieur ainsi que du niveau secondaire, alors que ces enseignements sont actuellement scindés et régis par des lois différentes selon qu'ils sont du niveau secondaire (loi du 19 juillet 1971) ou du niveau supérieur (loi du 7 juillet 1970 et lois du 18 février 1977 sur l'enseignement supérieur de type long et sur l'enseignement de l'architecture).

.../...

3. Observations particulières.

a) Quant au nouveau paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 29 mai 1959.

1. Ce paragraphe 2 emploie une expression qui n'appartient pas au vocabulaire courant et qui est au demeurant peu heureuse : sections, options ou années de spécialisation ou de perfectionnement "de basse fréquence". Le contenu de la notion ainsi évoquée devrait être défini. En outre, il serait préférable de remplacer les expressions "de haute fréquence" et "de basse fréquence" dans l'ensemble du projet respectivement par "fréquente" et "non fréquente".

2. Le même paragraphe 2 subordonne la création ou l'admission aux subventions de nouveaux établissements ou sections d'enseignement secondaire "à l'avis conforme de la commission de planification instituée en exécution de l'article 13, § 4, a, de la présente loi".

Or, l'article 13, § 4, a, prescrit uniquement l'élaboration, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, "d'un plan de rationalisation et de programmation" des établissements scolaires et ne fait nulle mention d'une commission de planification. Cette disposition n'interdit évidemment pas au Roi de prendre l'avis d'une commission consultative, qu'Il aurait créée, avant d'arrêter le plan de rationalisation et de programmation. Mais c'est dans le cas présent de tout autre chose qu'il s'agit : selon le nouveau paragraphe 2, tel que les indications fournies au Conseil d'Etat commanderaient de l'interpréter, la commission ne sera pas appelée à donner un avis sur les critères à fixer dans le plan, mais à donner un avis, qui liera l'autorité, sur chaque demande individuelle de création ou

d'admission aux subventions, soit d'un nouvel établissement ou d'une nouvelle implantation d'un établissement existant, soit de nouvelles sections, options ou années de spécialisation ou de perfectionnement "de basse fréquence". L'avis favorable de cette commission sera donc une condition supplémentaire qui s'ajoutera à la condition fixée par l'article 13, § 4, a (conformité aux critères du plan de rationalisation et de programmation).

Compte tenu de ce que l'article 13, § 4, a, de la loi du 29 mai 1959 n'impose pas, ni expressément ni implicitement, l'intervention d'une commission de planification, la mission et la composition de cette commission devraient être fixées par la loi, sous forme d'une modification du susdit article 13, § 4.

b) Quant au nouveau paragraphe 3 de l'article 3.

1. La mise en concordance du paragraphe 1er de l'article 3 (actuel article 3 de la loi du 29 mai 1959) avec les lois du 7 juillet 1970, du 19 juillet 1971 et du 18 février 1977, rend inutile la disposition de l'alinéa 1er du nouveau paragraphe 3, puisqu'il sera clairement dit dans le nouveau texte du paragraphe 1er que ne peuvent être créés, subventionnés ou reconnus que des établissements ou sections d'établissements organisant des études secondaires conformément à la loi du 19 juillet 1971.

2. La modification du paragraphe 1er nécessite une modification dans la rédaction des alinéas 2 et 3 du paragraphe 3 qui doivent subsister.

.../...

3. L'alinéa 3 autorise une dérogation à la règle de l'alinéa 2, à partir de l'année scolaire 1983-1984, mais uniquement pour les établissements d'enseignement appartenant à un centre d'enseignement secondaire. Actuellement les centres d'enseignement secondaire n'existent cependant pas, ni en droit ni en fait.

L'article 3 de l'avant-projet de loi qui modifie l'article 24, § 2, 1°, de la loi du 29 mai 1959, impose également l'appartenance à un centre d'enseignement secondaire et porte "in fine" que : "La notion de centre d'enseignement est définie par le Roi".

Il est clair que la loi, qui subordonne, dans certains cas, la création ou l'admission aux subventions d'établissements, de sections, d'options ou d'années d'études, à l'appartenance à un centre d'enseignement, ne peut pas laisser au Roi le soin de définir ce qu'il faut entendre par ce terme, à peine de violer l'article 17, alinéa 2, de la Constitution. Le Roi pourrait, en effet, par la définition qu'Il donnerait du centre d'enseignement, étendre ou restreindre le droit aux subventions prévues par la loi.

La notion de centre d'enseignement devra donc être définie dans la loi même.

c) Quant au nouveau paragraphe 4 de l'article 3.

Complétant le paragraphe 1er, ce paragraphe 4 devrait être incorporé à celui-ci.

.../...

4. Proposition de texte.

Sous réserve des définitions :

1° des notions exprimées dans le projet par les termes "de haute fréquence" et "de basse fréquence";

2° du centre d'enseignement,

ainsi que sous réserve de la modification de la loi du 29 mai 1959, qu'appellera la détermination, par cette loi elle-même, de la mission et de la composition de la commission de planification, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

L'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 6 juillet 1970, est remplacé par le texte suivant :

"§ 1er. L'Etat organise un enseignement gardien, primaire, secondaire, supérieur de type long et de type court et spécial, et crée des établissements et des sections d'établissement là où le besoin s'en fait sentir.

Il subventionne, conformément aux dispositions de la présente loi, les établissements et sections d'établissements d'enseignement répondant aux normes légales et organisés par les provinces, les communes, les associations de communes, par d'autres personnes publiques et des personnes privées.

.../...

Toutefois, dans l'enseignement secondaire de plein exercice, l'Etat ne peut créer, admettre aux subventions ou reconnaître que les établissements et sections d'établissements qui répondent aux règles de programmation prises en exécution de l'article 13, § 4.(1)

§ 2. Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, la création, l'admission aux subventions ou la reconnaissance par l'Etat de nouveaux établissements, de nouvelles implantations d'établissements existants et de nouvelles sections, options, ou années de spécialisation ou de perfectionnement non fréquentes sont subordonnées à l'avis conforme de la commission de planification instituée par l'article 13, § 4. (1)

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1er, de nouvelles sections ou années d'études d'enseignement moyen, technique secondaire ou artistique secondaire organisées selon la législation antérieure à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire peuvent encore être créées, subventionnées ou reconnues par l'Etat au degré inférieur pendant l'année scolaire 1980-1981 et au degré supérieur pendant les années scolaires 1980-1981, 1981-1982 et 1982-1983.

A partir de l'année scolaire 1983-1984, des sections fréquentes peuvent encore être créées, subventionnées ou reconnues dans un établissement qui donne un enseignement conforme à la législation antérieure à la loi du 19 juillet 1971, pourvu

.../...

(1) En citant l'article 13, § 4, le texte proposé suppose que les définitions qu'il appartiendra au législateur de donner, de même que la détermination de la mission et de la composition de la commission de planification, seront insérées dans cette disposition.

que cet établissement fasse partie d'un centre d'enseignement secondaire et qu'il organise progressivement un enseignement conforme aux dispositions du chapitre II de la loi du 19 juillet 1971 :

1° dans les années de perfectionnement ou de spécialisation des degrés inférieur et supérieur;

2° au degré supérieur".

Article 2.

Cet article a pour objet de dispenser de la condition d'un an de fonctionnement pour l'admission aux subventions, les établissements qui répondent aux exigences du plan de rationalisation et de programmation. Il modifie, à cet effet, l'alinéa 2 de l'article 24, § 1er, de la loi du 29 mai 1959.

L'alinéa 2 actuel, tel qu'il a été modifié par la loi du 6 juillet 1970 (relative à l'enseignement spécial) porte ce qui suit :

"La condition d'un an de fonctionnemnet n'est pas requise pour l'admission aux subventions des établissements, écoles, cours et sections d'enseignement spécial".

L'avant-projet soumis à la section de législation ajoute à cette phrase le texte suivant :

.../...

"ni pour l'admission aux subventions des établissements, sections, options ou années d'études qui, au niveau de l'enseignement secondaire de plein exercice, répondent aux dispositions prises en exécution de l'article 13, § 4, a), de la présente loi".

Selon les explications données par le délégué du Ministre, la dispense de la condition d'un an de fonctionnement sera subordonnée à l'appartenance à un centre d'enseignement dans certains cas mais non dans d'autres. Il n'y a donc pas lieu d'ajouter au texte la condition d'appartenance à un centre d'enseignement.

Mais, ainsi qu'il a déjà été dit, la création de ces centres d'enseignement devrait, de toute façon, être prévue par la loi.

Pour le surplus, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"ni pour l'admission aux subventions des établissements, sections, options ou années d'études d'enseignement secondaire de plein exercice qui répondent aux dispositions prises en exécution de l'article ...".

Article 3.

Il serait plus élégant d'écrire : "dans l'enseignement secondaire de plein exercice" plutôt que : "au niveau de l'enseignement secondaire de plein exercice".

.../...

Les mots "de la présente loi" sont superflus et doivent être omis.

Conformément à l'observation particulière b), 3, faite sous l'article 1er, la phrase finale est à supprimer.

Article 4.

Dans la réglementation relative au personnel de l'enseignement, les termes "titre de capacité" désignent un brevet ou certificat habilitant à enseigner. Ils sont donc employés improprement ici et devraient être remplacés par "diplômes".

Les mots "ne sont pas reconnus" signifient, selon les explications données au Conseil d'Etat, que ces diplômes ne peuvent pas être pris en considération pour l'accès aux fonctions publiques. Cette précision devrait résulter du texte lui-même.

Les mêmes observations valent pour le texte français de l'article 6.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich tot de volgende opmerkingen beperken :

De wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving heeft de voorwaarden bepaald die gelden ter zake van de toelagen ten behoeve van de niet-universitaire onderwijsinrichtingen, tot stand gebracht door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en private personen.

Aan de wet en niet aan het decreet komt het toe die voorwaarden te wijzigen, aangezien artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet de vraagstukken in verband met de schoolvrede aan de bevoegdheid van de Gemeenschapsraden onttrekt. Welnu, de wet van 29 mei 1959 welke het ontwerp bedoelt te wijzigen is enigszins te beschouwen als het handvest van de schoolvrede voor alle vormen van onderwijs met uitzondering van het universitaire.

+

AANHEF.

De eerste twee alinea's moeten vanzelfsprekend vervallen.

Naar het advies van de Raad van State behoeft niet te worden verwezen; het zal immers als bijlage bij het ontwerp worden gedrukt.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Artikel 1.1. Doel van het artikel.

Artikel 1 van het voorontwerp wijzigt artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 : het huidige artikel 3 (dat onveranderd blijft) wordt paragraaf 1 van het nieuwe artikel, waaraan drie nieuwe paragrafen worden toegevoegd.

2. Algemene opmerking.

Bij dit artikel moet een eerste opmerking, van algemene aard, worden gemaakt.

Paragraaf 1 legt aan de Staat de verplichting op :

- 1° inrichtingen en afdelingen van inrichtingen voor bewaarschool-, lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs tot stand te brengen waar daaraan behoefte bestaat;
- 2° toelagen te verlenen aan de onderwijsinrichtingen en afdelingen van onderwijsinrichtingen, die aan de wettelijke normen beantwoorden en door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, andere publiekrechtelijke personen en private personen zijn tot stand gebracht.

.../...

De nieuwe, aan artikel 3 toe te voegen paragraaf 3 verbiedt de Staat echter nieuwe inrichtingen voor secundair onderwijs van het type II, verstrekt volgens de regelen bepaald in de wetten op het middelbaar, het technisch en het kunstonderwijs, op te richten, te subsidiëren of te erkennen, en nieuwe volgens die wetten ingerichte afdelingen of leerjaren op te richten of te subsidiëren (met ingang van het schooljaar 1981-1982 voor de lagere secundaire cyclus en met ingang van het schooljaar 1983-1984 voor de hogere secundaire cyclus).

Er is dus tegenstrijdigheid tussen paragraaf 1 en paragraaf 3. Deze is hieraan te wijten dat de oude tekst van artikel 3 verwees naar de organieke onderwijswetten die van kracht waren toen de wet van 29 mei 1959 werd aangenomen, met name naar de gecoördineerde wetten van 30 april 1957 op het middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, terwijl de nieuwe paragraaf 3 verwijst naar de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs.

De tekst van paragraaf 1 zou derhalve zo moeten worden gewijzigd dat hij in overeenstemming komt met de wet van 19 juli 1971 en ook met de nieuwe wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs. De oude tekst doelde immers op het technisch en het kunstonderwijs van de hogere en van de secundaire graad, terwijl die onderwijstakken thans gesplitst en door verschillende wetten geregeld zijn naargelang het gaat om de secundaire graad (wet van 19 juli 1971) of om de hogere graad (wet van 7 juli 1970 en wetten van 18 februari 1977 betreffende het hoger onderwijs van het lange type en het architectuuronderwijs).

.../...

3. Bijzondere opmerkingen.

a) Wat de nieuwe paragraaf 2 van artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 betreft.

1. Deze paragraaf 2 werkt met de uitdrukking die niet tot de gangbare woordenschat behoort : afdelingen, opties of specialisatie- of vervolmakingsjaren "van lage frequentie". De term kan overigens niet geslaagd worden genoemd. De inhoud van het hier bedoelde begrip zou moeten worden omschreven. Bovendien verdient het aanbeveling de wendingen "van hoge frequentie" en "van lage frequentie" in het gehele ontwerp te vervangen door "frequente" respectievelijk "niet-frequente".

2. Dezelfde paragraaf 2 maakt de oprichting en de opnemering in de subsidieregeling van nieuwe inrichtingen of afdelingen voor secundair onderwijs afhankelijk van "het eensluitend advies van de Planificatiecommissie, ingesteld in uitvoering van artikel 13, § 4, a, van deze wet".

Artikel 13, § 4, a, voorziet echter alleen in het opmaken, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, van een "rationalisatie- en programmatieplan" voor de onderwijsinrichtingen en maakt hoegenaamd geen melding van een "planificatiecommissie". Die bepaling verbiedt de Koning vanzelfsprekend niet het advies van een door hem op te richten commissie van advies in te winnen alvorens het rationalisatie- en programmatieplan vast te stellen. Maar hier gaat het om iets heel anders : volgens de nieuwe paragraaf 2, zoals het volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zou moeten worden geïnterpreteerd, zal de commissie niet over de in het plan vast te stellen criteria moeten adviseren maar een

.../...

de overheid bindend advies hebben uit te brengen over iedere individuele aanvraag tot oprichting of subsidiëring, hetzij van een nieuwe inrichting of van een nieuwe vestigingsplaats van een bestaande inrichting, hetzij van nieuwe afdelingen, opties of specialisatie- of vervolmakingsjaren "van lage frequentie". Het gunstig advies van die commissie zal dus nog een voorwaarde zijn bovenop de voorwaarde van artikel 13, § 4, a (beantwoorden aan de criteria van een rationalisatie- en programmatieplan).

Daar artikel 13, § 4, a, van de wet van 29 mei 1959 noch uitdrukkelijk noch stilzwijgend voorziet in de bemoeienis van een planificatiecommissie, zouden taak en samenstelling van die commissie door de wet moeten worden bepaald; dat kan door een wijziging van het bedoelde artikel 13, § 4.

b) Wat de nieuwe paragraaf 3 van artikel 3 betreft.

1. Als paragraaf 1 van artikel 3 (het huidige artikel 3 van de wet van 29 mei 1959) in overeenstemming wordt gebracht met de wetten van 7 juli 1970, 19 juli 1971 en 18 februari 1977, wordt de bepaling van het eerste lid van de nieuwe paragraaf 3 overbodig, want in de nieuwe tekst van paragraaf 1 zal dan duidelijk gezegd zijn dat alleen opgericht, gesubsidieerd of erkend mogen worden inrichtingen of afdelingen van inrichtingen die secundair onderwijs organiseren overeenkomstig de wet van 19 juli 1971.

2. De wijziging van paragraaf 1 leidt noodzakelijk tot een wijziging in de redactie van het tweede en het derde lid van paragraaf 3, die moeten blijven bestaan.

.../...

3. Het derde lid staat toe dat van de regel van het tweede lid wordt afgeweken vanaf het schooljaar 1983-1984, maar alleen voor onderwijsinrichtingen die tot een scholengemeenschap behoren. Thans bestaan er echter noch in rechte noch in feite scholengemeenschappen voor secundair onderwijs.

Artikel 3 van het voorontwerp van wet, dat artikel 24, § 2, 1°, van de wet van 29 mei 1959 wijzigt, legt ook de verplichting op te behoren tot een scholengemeenschap voor secundair onderwijs en stelt "in fine" : "de Koning bepaalt wat een scholengemeenschap is".

Het is duidelijk dat de wet, die in bepaalde gevallen de oprichting of de opneming in de toelageregeling van inrichtingen, afdelingen, opties of leerjaren afhankelijk maakt van het behoren tot een scholengemeenschap, het op straffe van schending van artikel 17, tweede lid, van de Grondwet niet aan de Koning mag overlaten te bepalen wat onder die term wordt verstaan. Door de omschrijving van het begrip scholengemeenschap zou de Koning immers het recht op de in de wet bepaalde toelagen kunnen verruimen of beperken.

Het begrip scholengemeenschap zal dus in de wet zelf moeten worden omschreven.

c) Wat de nieuwe paragraaf 4 van artikel 3 betreft.

Deze paragraaf 4, die paragraaf 1 aanvult, zou in deze laatste moeten worden verwerkt.

.../...

4. Tekstvoorstel.

Onder voorbehoud van de omschrijving van :

1° de begrippen die in het ontwerp zijn weergegeven met de woorden "van hoge frequentie" en "van lage frequentie";

2° scholengemeenschap,

en onder voorbehoud van de wijziging van de wet van 29 mei 1959 die nodig zal zijn voor het bepalen, door die wet zelf, van de taak en de samenstelling van de planificatiecommissie, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1970, wordt door de volgende tekst vervangen :

"§ 1. De Staat richt bewaarschoolonderwijs, lager onderwijs, secundair onderwijs, hoger onderwijs van het lange en van het korte type en buitengewoon onderwijs in en brengt inrichtingen en afdelingen van inrichtingen tot stand waar daaraan behoefte bestaat.

Hij subsidieert, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, de aan de wettelijke normen beantwoordende onderwijsinrichtingen en afdelingen van onderwijsinrichtingen, die door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, andere publiekrechtelijke personen en private personen zijn tot stand gebracht.

.../...

In het secundair onderwijs met volledig leerplan echter mag de Staat alleen inrichtingen en afdelingen van inrichtingen tot stand brengen, subsidiëren of erkennen, die beantwoorden aan de programmatieregels, vastgesteld ter uitvoering van artikel 13, § 4.(1)

§ 2. In het secundair onderwijs met volledig leerplan zijn het tot stand brengen, het subsidiëren of het erkennen door de Staat van nieuwe inrichtingen, nieuwe vestigingsplaatsen van bestaande inrichtingen en nieuwe niet frequente afdelingen, opties of specialisatie- of vervolmakingsjaren onderworpen aan het eensluidend advies van de planificatiecommissie, ingesteld bij artikel 13, § 4. (1)

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 mogen nog nieuwe afdelingen of leerjaren van middelbaar, technisch secundair of kunstsecundair onderwijs, georganiseerd volgens de wetgeving van vóór de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, door de Staat tot stand gebracht, gesubsidieerd of erkend worden in de lagere graad gedurende het schooljaar 1980-1981 en in de hogere graad gedurende de schooljaren 1980-1981, 1981-1982 en 1982-1983.

Vanaf het schooljaar 1983-1984 mogen nog frequente afdelingen tot stand gebracht, gesubsidieerd of erkend worden in een inrichting die onderwijs verstrekt overeenkomstig de

.../...

-
- (1) Door het vermelden van artikel 13, § 4, gaat de voorgestelde tekst ervan uit dat de door de wetgever vast te stellen begripsomschrijvingen, alsook de bepaling van de taak en de samenstelling van de planificatiecommissie, in dat artikel 13, § 4, zullen worden ingevoegd.

wetgeving van vóór de wet van 19 juli 1971, op voorwaarde dat die inrichting behoort tot een scholengemeenschap voor secundair onderwijs en geleidelijk een onderwijs organiseert overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 19 juli 1971 :

- 1° in de vervolmakings- of specialisatiejaren van de lagere en van de hogere graad;
- 2° in de hogere graad".

Artikel 2.

Dit artikel heeft tot doel voor de opneming in de toelageregeling vrijstelling van de voorwaarde van een jaar werking te verlenen aan de inrichtingen die voldoen aan de eisen van het rationalisatie- en programmatieplan. Te dien einde brengt het wijziging aan in het tweede lid van artikel 24, § 1, van de wet van 29 mei 1959.

Het huidige tweede lid, zoals het is gewijzigd door de wet van 6 juli 1970 (betreffende het buitengewoon onderwijs) luidt :

"De voorwaarde van een jaar werking wordt niet gesteld voor de opneming in de toelageregeling van de inrichtingen, scholen, leergangen en afdelingen voor buitengewoon onderwijs".

Het aan de afdeling wetgeving voorgelegde voorontwerp vult die volzin aan met de volgende tekst :

.../...

"evenmin voor de toelating tot de subsidiëring van inrichtingen, afdelingen, opties of leerjaren die op het niveau van het secundair onderwijs met volledig leerplan voldoen aan de bepalingen genomen ter uitvoering van artikel 13, § 4, a), van deze wet".

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zal de vrijstelling van de voorwaarde van een jaar werking in sommige gevallen wel, in andere niet afhankelijk zijn van het behoren tot een scholengemeenschap. Het behoren tot een scholengemeenschap dient dus niet als voorwaarde aan de tekst toegevoegd te worden.

Maar zoals reeds gezegd is, in de oprichting van die scholengemeenschappen zou hoe dan ook door de wet moeten worden voorzien.

Voorts zou de tekst beter als volgt worden geredigeerd :

"noch voor de opneming in de toelageregeling van de inrichtingen, afdelingen, opties of leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan die voldoen aan de bepalingen vastgesteld ter uitvoering van artikel ...".

Artikel 3.

Men schrijve gewoon "in het secundair onderwijs met volledig leerplan" in plaats van "op het niveau van het secundair onderwijs met volledig leerplan".

.../...

De woorden "van deze wet" moeten als overbodig vervallen.

Overeenkomstig de bijzondere opmerking b), 3, die bij artikel 1 is gemaakt, moet de slotzin vervallen.

Artikel 4.

In de reglementering betreffende het onderwijspersoneel duidt de term "bekwaamheidsbewijs" op een brevet of getuigschrift dat machtiging verleent om te onderwijzen. Hij past hier dus niet. In plaats van "bekwaamheidsbewijzen" schrijve men "diploma's".

De woorden "worden niet erkend" betekenen, naar aan de Raad van State is verklaard, dat die diploma's niet in aanmerking komen voor toelating tot openbare ambten. Die verduidelijking zou uit de tekst zelf moeten blijken.

Deze laatste opmerking geldt ook voor de Nederlandse tekst van artikel 6.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

J. LIGOT,
P. KNAEPEN,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé.
toegevoegd griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. A. MERCENIER, auditeur.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. MERCENIER, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.
Toegevoegd griffier.

P. TAPIE.